ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Egypte

Question au Gouvernement n° 2952

Texte de la question

SITUATION EN ÉGYPTE

M. le président. La parole est à M. Jean-Claude Guibal, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Jean-Claude Guibal. Ma question s'adresse à Mme la ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes.

Ce qui se passe sur la rive sud de la Méditerranée, et plus particulièrement en Égypte, ne relève peut-être que d'un mouvement de révolte du peuple contre un pouvoir autoritaire et vieillissant. Si tel était le cas, comme dans *Le Guépard d*e Lampedusa, tout changerait aujourd'hui pour que tout demain reste pareil.

Mais il se pourrait aussi que nous assistions, comme hier en Union soviétique, au commencement d'un phénomène profond qui transformera à terme la physionomie du monde arabo-musulman.

Depuis un siècle, les tentatives de celui-ci ont échoué. Ce fut le cas pour celles des années trente, comme plus tard pour le nationalisme, le nassérisme ou le libéralisme. Il en est résulté qu'une partie du monde arabe s'est repliée sur ses valeurs fondamentales qui sont celles de l'Islam.

M. Maxime Gremetz. Ce sont les peuples qui sont dans la rue ! Vous ne l'avez pas vu ?

M. Jean-Claude Guibal. En Égypte, nous assistons aujourd'hui à un retour des forces modernistes, qui s'opposent à celles, politiques ou religieuses, des fondamentalistes. L'issue de leur affrontement est pour le moins incertaine, et probablement lointaine.

Pourtant, ses conséquences peuvent en être, à brève échéance, considérables pour la stabilité du Moyen-Orient et des équilibres internationaux.

L'Égypte, avec ses 86 millions d'habitants, exerce en effet un rôle central dans cet Orient, Proche ou Moyen, mais toujours compliqué. Puissance incontournable de la Méditerranée, premier partenaire du long processus de paix, seul pays arabe à avoir signé un traité de paix avec Israël, l'Égypte, clé de voûte de la Ligue arabe, est aussi un acteur souvent décisif de la politique africaine et maghrébine. Nous ne pouvons ni intervenir dans ses problèmes intérieurs ni nous désintéresser de leur évolution.

Dès lors, madame la ministre, quelle attitude la France vous semble-t-elle pouvoir adopter ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

M. le président. La parole est à Mme Michèle Alliot-Marie, ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes. *(Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.)*

Mme Michèle Alliot-Marie, *ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes*. Monsieur Guibal, oui, le processus de transition démocratique se met progressivement en place en Égypte, comme nous l'avions appelé de nos voeux.

Le vice-président Suleiman a convié les forces de l'opposition à un dialogue politique ; le président Moubarak a annoncé qu'il ne briguerait pas un nouveau mandat. Dans le même temps, les cadres dirigeants du Parti national démocratique ont été écartés.

Nous sommes donc dans un processus qui paraît se calmer par rapport aux premiers jours. Nous devons néanmoins rester totalement vigilants : un accord entre toutes les parties ne sera sans doute pas aisé. D'ailleurs, d'ores et déjà, de nouvelles manifestations se déroulent aujourd'hui.

De ce point de vue, il me paraît essentiel de rappeler ce que sont nos principes *(Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR)*, les principes de notre politique étrangère, qui consistent à ne pas vouloir décider à la

place des peuples, mais à les soutenir et à les encourager.
Les Égyptiens, notamment, doivent pouvoir manifester pour leurs idées et leurs aspirations en toute sécurité, et *a fortiori* sans risquer leur vie. Il est tragique qu'au XXIe siècle on risque sa vie ou son intégrité physique uniquement parce que l'on réclame des droits civiques, parce que l'on dit ses aspirations.
De la même façon, des journalistes doivent pouvoir exercer leur métier sans être inquiétés. Je regrette d'avoir dû, moi-même, intervenir au début du week-end pour sortir de prison des journalistes français ou pour les aider à revenir d'Égypte. Il en va de même, d'ailleurs, pour les défenseurs des droits de l'homme.
Comme je l'ai déjà fait, j'appelle les responsables égyptiens à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité et la liberté des manifestants et de la presse. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.)*
M. Roland Muzeau. Et pour arrêter de voler ?

Données clés

Auteur : M. Jean-Claude Guibal
Circonscription : Alpes-Maritimes (4e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 2952
Rubrique : Politique extérieure
Ministère interrogé : Affaires étrangères et européennes
Ministère attributaire : Affaires étrangères et européennes

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 9 février 2011
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 9 février 2011